Critique de l'Office européen des brevets Des brevets sans valeur

Munich - Pour augmenter ses revenus, l'Office européen des brevets accorde des brevets douteux, disent les critiques. Transparency International voit des structures qui favorisent la corruption.



L'Office européen des brevets à Munich. Des experts critiquent la pratique en matière d'attribution de la protection des inventeurs.

Photo: dpa/Sven Hoppe

Par Thomas Magenheim-Hörmann

L'exemple décrit par le conseil en brevets munichois permet de comprendre de quoi il s'agit. Une entreprise pharmaceutique a développé une pilule contre la stérilité, l'a fait protéger auprès de l'Office européen des brevets (OEB) et a investi dans sa commercialisation. C'est alors qu'un rival s'est lancé sur le marché avec un plagiat présumé. Le titulaire du brevet a porté l'affaire devant les tribunaux et a perdu. Le prétendu imitateur a pu présenter un brevet américain que les examinateurs de l'Epa n'avaient pas vu. Son droit de protection était donc sans valeur. "Dans les cas extrêmes, cela peut entraîner des dommages de plusieurs millions", explique le conseil en brevets qui souhaite rester anonyme. Il travaille pour l'un des plus grands cabinets de brevets d'Europe. Rien que le brevetage pour plusieurs pays engloutit une somme à six chiffres et plusieurs fois cette somme est encore investie dans la production en se fiant au brevet.

Les recherches médiocres font partie du système, dénonce l'expert. Les examinateurs sont encouragés à délivrer toujours plus de brevets, car ceux-ci maximisent les revenus de l'Office. La qualité de la recherche en pâtit. Michael Heisel place les dysfonctionnements encore plus haut. "Nous voyons à l'OEB des problèmes structurels qui facilitent la corruption", déclare le chef bavarois de l'organisation anti-corruption Tranparency International.

39 pays représentés au Conseil

Le conseil d'administration de l'Epa, dans lequel 39 pays européens sont représentés et qui doit contrôler la gestion, en est un élément. Mais cela est remis en question par un conflit d'intérêts, prévient Heisel. D'une part, l'Office se charge de l'examen des brevets pour de nombreux pays. D'autre part, les

Les États reçoivent une partie des recettes de l'Office pour les brevets délivrés. "L'instance de contrôle qu'est le conseil d'administration n'est pas indépendante de la personne à contrôler, cela ne peut pas fonctionner", critique Heisel. Les instructions de service de l'Epa soutiennent ce point de vue. "La productivité doit s'améliorer, très rapidement, ... parce que la productivité est la seule chose qui garantit que notre fiche de paie sera payée le 26 octobre.

chaque mois", écrit un directeur de l'Epa. La clarté d'un brevet n'est pas une priorité, la hauteur inventive ne doit pas être examinée de manière approfondie, poursuit le texte. Il doit être examiné rapidement, faire l'objet d'une décision positive et être largement reconnu, cela signifie.

Le responsable des brevets chez Siemens, Beat Weibel, n'apprécie pas non plus cette pratique. Son groupe est le plus grand déposant de brevets allemand et l'initiateur d'une initiative industrielle appelée IPQC. Vingt grands groupes internationaux comme Siemens, Bayer ou Nokia, mais aussi des entreprises plus petites, se sont unis parce qu'ils craignent une protection efficace des brevets. "Nous n'avons rien en main si les examinateurs de brevets ne trouvent pas l'état de la technique et s'ils ne peuvent effectuer que des recherches incomplètes en raison de la pression du temps exercée en interne", déplore Weibel. Siemens a également fait une expérience similaire avec les brevets Epa. Des représentants de l'IPQC et de l'Office 2023 se sont rencontrés à deux reprises pour discuter des problèmes et y remédier. Mais cela échoue déjà au niveau de la sensibilisation. "La direction de l'office a nié tout défaut de qualité", regrette le responsable de Siemens. Le site

Les critiques restent silencieuses. "Nous vous prions de bien vouloir comprendre que l'Epa ne souhaite pas prendre position à ce sujet", explique laconiquement un porte-parole interrogé. Les données parlent d'elles-mêmes.

Ainsi, Siemens a documenté une augmentation d'un tiers du temps consacré aux demandes de brevet au cours de la dernière décennie. Parallèlement, selon les statistiques internes de l'Epa, le temps à disposition des examinateurs pour la recherche de brevets a presque diminué de moitié. En conséquence, les contestations de brevets sont de plus en plus fructueuses. Selon Siemens, le taux de révocation est passé de 41 à 46 % entre 2015 et 2021.

Pour 2022, une étude de la chaire de propriété intellectuelle de l'université d'Osnabrück a déterminé un taux de révocation de la chambre de recours de l'Epa de près de 50 pour cent. En outre, près de 40% des brevets contestés ont fait l'objet d'une limitation marginale ou substantielle. Il est frappant de constater que moins d'une révocation sur dix se base sur des documents qui ne se trouvent pas dans la base de données des brevets de l'Epa, écrivent les auteurs de l'étude. Dans neuf cas sur dix, l'Office européen des brevets (OEB) n'aurait pas été en mesure d'examiner le dossier.

Nous avons besoin de brevets fiables, et pour cela, les examinateurs ont besoin de suffisamment de temps et d'expérience", souligne un expert en brevets du groupe pharmaceutique Roche en Suisse. Il est lui aussi membre de l'IPQC. Les représentants du personnel de l'Epa soutiennent les reproches de l'industrie et de la recherche. Ils expliquent que la direction affirme que tout est en ordre et qu'elle minimise ou ignore les défauts de qualité. Seuls quatre examinateurs sur cinq quittant l'Office sont remplacés, malgré l'augmentation du travail. "L'Office doit veiller à ce qu'il y ait plus d'examinateurs et plus de temps d'examen", demande également le conseil en brevets munichois. Il y a quelques années, plusieurs grands cabinets de brevets ont écrit une lettre incendiaire à l'Office pour dénoncer la baisse de la qualité des brevets. L'office n'a pas réagi. "Il ne s'est rien passé", regrette l'expert. Comme Tranparency International, il considère que le conseil d'administration de l'Epa est problématique. "Il y a

Pour eux, c'est une source de revenus importante", critique également Weibel.

Les trolls des brevets l'ont également compris et l'utilisent à leur profit. Il s'agit de déposants qui demandent des droits de protection pour des brevets superficiels, qui sont également accordés en cas d'examen insuffisant, explique Heisel. Ces brevets bloquent ensuite les concurrents. "La Chine en particulier dépose un grand nombre de brevets et si ceux-ci ne sont pas examinés avec soin, cela peut priver les entreprises allemandes de possibilités d'innovation", prévient Heisel.

Les brevets : De plus en plus de demandes en provenance de Chine

L'Office européen des brevets, dont le siège est à Munich, est une organisation supranationale et non européenne. La direction de l'Office, présidée par Antonio Campinos, est contrôlée par le Conseil d'administration de l'OEB. Il est composé de représentants des 39 Etats européens qui ont adhéré à la Convention sur le brevet européen. Un secrétaire d'État à la Justice y représente l'Allemagne. En 2022, l'augmentation sur cette base a été de plus de 15 pour cent pour atteindre plus de 19.000 demandes de protection déposées par des inventeurs chinois. mho